

**Diagnostic des sols sur les lieux  
accueillant des enfants et adolescents**

**Déploiement national**

**Crèche collective Visconti  
Paris 6<sup>ème</sup> arrondissement (Paris)**

**Note de Première Phase (NPP)**

N° 750807828\_RNPP



## **Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents**

### **Déploiement national**

### **Crèche collective Visconti Paris 6<sup>ème</sup> arrondissement (Paris)**

### **Note de Première Phase (NPP)**

N° 750807828\_RNPP

Date de validation : 16/02/2016



	<b>Nom / Visa</b>	<b>Fonction</b>
<b>Rédacteur</b>	Cécile PIMBERT	Chargée de projets
<b>Vérificateur</b>	Anne-Claire DEGRYSE	Responsable de projets
<b>Approbateur</b>	Stéphane VIRCONDELET	Directeur Technique

## **Préambule**

### **Pourquoi diagnostiquer les sols ?**

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2<sup>ème</sup> Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*<sup>1</sup>. Si *BASIAS* fournit des informations sur les activités des sites industriels du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

### **Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?**

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature de ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**) sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

---

<sup>1</sup> Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

## **Comment sont réalisés les diagnostics ?**

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier la compatibilité des usages par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 6 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés...) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins potagers » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ce cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

## **Comment se formalise le résultat des diagnostics ?**

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

## **Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?**

### ***Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé***

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

### ***Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées***

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

## **SYNTHESE**

### ***1- Description de l'établissement scolaire, résultats de la visite de l'établissement***

La crèche collective Visconti est située au 15 rue Visconti, en partie nord du 6<sup>ème</sup> arrondissement de Paris (75). La crèche accueille 72 enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans encadrés par environ 25 personnes.

La crèche, propriété de la ville de Paris (75), s'étend sur une surface d'environ 540 m<sup>2</sup> qui comprend :

- un bâtiment sur quatre niveaux avec un sous-sol (locaux techniques, salles du personnel et cave du logement). Ce bâtiment accueille notamment au rez-de-chaussée, premier et deuxième étages, des salles de vie, des dortoirs, une pataugeoire, des bureaux et des sanitaires ; le troisième étage accueillant le logement de fonction,
- des espaces extérieurs constitués:
  - d'une cour anglaise au sous-sol (sol en béton en bon état) non accessible aux enfants,
  - d'une cour de récréation au rez-de-chaussée en sol souple en bon état. Des zones enherbées (dont des bordures paysagères), une zone de rangement (lattes en bois) et une zone bétonnée sont présentes mais ne sont pas accessibles aux enfants,
  - de deux terrasses par étage au premier et deuxième étage (sol souple en bon état) accessibles aux enfants.

Au cours de la visite, il a été constaté la présence d'un sous-sol au droit du bâtiment.

Il a été constaté que les lieux de vie sont ventilés par une ventilation mécanique contrôlée en bon état de fonctionnement.

L'établissement est dans un bon état général, notamment en ce qui concerne les dalles des différents étages du bâtiment.

Aucun indice visuel ou olfactif de pollution n'a été détecté au cours de la visite de site.

### ***2- Résultats des études historiques et documentaires***

La contiguïté supposée de la crèche collective Visconti avec le site BASIAS IDF7502722 (fonderie, atelier de peinture, blanchisserie) recensé dans la base de données BASIAS a conduit à le retenir dans la liste des établissements concernés par la démarche de diagnostic.

Les études documentaires et historiques réalisées dans le cadre de cette démarche montrent que le site BASIAS IDF7502722 ayant justifié le diagnostic n'est pas en contiguïté avec l'emprise de la crèche mais est localisé à 5 m à l'ouest de l'établissement. Ce site a exercé des activités de fonderie de 1835 à 1873 puis de peinture et blanchisserie en 1915 et de peinture en 1923.

Par ailleurs, quinze autres sites potentiellement polluants ont été retenus en superposition, en contiguïté et à proximité de l'établissement. Il s'agit d'une imprimerie puis laboratoire de recherches chimiques comprenant un atelier de métaux (BASIAS IDF7502698) localisée à 7m au nord, d'une imprimerie (BASIAS

IDF7502671) localisée à 50 m à l'ouest, et de sites industriels (fonderie, imprimerie et services annexes, peinture, vitrerie, travail des métaux, travail du bois, travail du textile) localisés en superposition, en contiguïté et à proximité de l'établissement.

Les informations obtenues lors de la visite de la crèche et l'examen des photographies aériennes montrent que le bâtiment a été construit entre 1974 et 1978. La crèche a été réaménagée entre 2012 et 2013 (recouvrement de la cour par sol souple, réaménagement d'un escalier extérieur et restructuration des espaces intérieurs). Ce réaménagement s'est fait par arrêté d'autorisation en date du 2 février 2012, après avis de l'Agence Régionale de Santé du 27 janvier 2012. Le maître d'ouvrage a fait réaliser différentes études sur la qualité de l'air et des sols.

### ***3 - Résultats des études géologiques et hydrogéologiques***

L'étude du contexte géologique et hydrogéologique a montré la présence d'une nappe d'eau souterraine. Cette nappe se trouve à environ 5 mètres de profondeur au droit de la crèche. L'écoulement naturel de cette nappe n'est pas déterminé en raison du contexte fortement urbanisé (métros, parkings souterrains,...) dans lequel se situe l'établissement. En conséquence, par précaution, tous les sites BASIAS présents dans un rayon de 50 m sont considérés comme étant en amont hydraulique potentiel de l'établissement.

### ***4 - Etude des influences potentielles des anciens sites industriels sur l'établissement scolaire***

Le fonctionnement des anciens sites industriels BASIAS IDF7502722 (fonderie, atelier de peinture, blanchisserie), IDF7502698 (imprimerie, laboratoire de recherches chimiques, atelier de travail des métaux), IDF7502671 (imprimerie) et de treize sites industriels (imprimerie et services annexes, peinture, vitrerie, travail des métaux, travail du bois, travail du textile) ont mis en œuvre des substances volatiles. Etant situés en superposition, contiguïté et à proximité de l'établissement, la qualité de l'air dans les bâtiments doit être contrôlée.

Les sites BASIAS IDF7502722 (fonderie, atelier de peinture, blanchisserie) et quatre sites industriels (fonderie, travail du bois) sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols superficiels par des retombées atmosphériques compte tenu de leur proximité avec l'établissement.

Les réseaux d'eau potable traversent l'emprise d'anciens sites industriels (fonderie, atelier de travail du bois, tonnellerie, horlogerie, atelier de travail du textile, peinture, reliure, photogravure), des substances volatiles ayant été mises en œuvre, la qualité de l'eau du robinet doit être contrôlée.

### ***5 - Scénarios d'exposition aux polluants***

Au regard de ces éléments, les potentiels scénarios d'exposition sont les suivants :



**Pour les sols :**

S'agissant d'un établissement accueillant des enfants de moins de 6 ans avec logement de fonction, le scénario d'exposition par ingestion de sols superficiels est considéré.

Les sols superficiels de l'établissement sont susceptibles d'avoir été dégradés. Cependant, la totalité des sols accessibles est recouverte par un revêtement inamovible (sol souple en bon état) qui empêche efficacement l'accès aux sols. Par conséquent, aucun prélèvement de sols ne sera réalisé.

**Pour l'air :**

La qualité de l'air dans les bâtiments étant susceptible d'être dégradée, la voie inhalation est retenue. Des prélèvements et analyses d'air du sol doivent être réalisés pour contrôler sa qualité.

**Pour l'eau du robinet :**

La qualité de l'eau potable étant susceptible d'être dégradée, le scénario d'ingestion d'eau est retenu. Des prélèvements et des analyses doivent être réalisés pour contrôler sa qualité.

**Pour les fruits et légumes produits :**

En l'absence de jardin pédagogique, le scénario d'ingestion de fruits et légumes n'est pas considéré.

Compte tenu de l'existence d'un scénario d'exposition, **la crèche Visconti (n°750807828), doit faire l'objet d'une campagne de diagnostics sur les milieux pertinents (phase 2) à l'issue de la phase 1.**

Les informations disponibles à ce stade ne mettent pas en évidence la nécessité de mettre en place des dispositions de gestion provisoires dans l'attente des résultats des investigations de phase 2.

Le programme d'investigations de phase 2 concerne l'eau du robinet, l'air sous dalle et l'air du sous-sol.

**Cet avis concerne la configuration actuelle de l'établissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche.**